

échanges, dont la valeur est passée à plus de 800 millions de dollars. La croissance annuelle de 7 pour cent des économies de l'ANASE depuis les dix dernières années a créé des possibilités pour les exportations et les investissements dans les pays de l'Association. En 1979, le gouvernement canadien a appuyé 40 projets de coopération pour le développement industriel dans les pays de l'ANASE, dont six ont favorisé la coopération régionale dans les domaines du développement économique et industriel. Un groupe de journalistes de l'ANASE a visité le Canada, et le gouvernement canadien a facilité la participation d'universitaires de l'ANASE à une conférence du Conseil canadien des études sur le Sud-Est asiatique tenue à Vancouver en novembre. Les entretiens officiels de la Commission consultative Canada-ANASE, qui ont regroupé les représentants canadiens et les chefs de mission de l'ANASE à Ottawa, ont été centrés sur les possibilités d'élargir et de renforcer les relations.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce a visité l'Indonésie et les Philippines en janvier pour promouvoir la coopération commerciale. Un certain nombre de ministres provinciaux et de délégations officielles ont visité la région. L'Indonésie est devenue l'un des principaux bénéficiaires de l'aide bilatérale canadienne au développement en 1979, les engagements donnés au titre de projets étant évalués à 122 millions de dollars pour les cinq prochaines années. Des projets totalisant un autre 150 millions étaient à l'étude. On s'est penché sur les attrayantes possibilités commerciales qu'offre l'Indonésie, comme le projet d'extraction minière, de transport et de production d'électricité dans le sud de Sumatra.

Lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Lusaka, le Canada s'est joint à la Malaisie et à Singapour pour réaffirmer son appui à l'association du Commonwealth. Il a conclu avec Singapour une entente sur les importations de vêtements et de textiles et a continué de négocier avec la Malaisie sur ces questions. Par son programme d'aide bilatérale au développement, il a contribué à un projet de prospection géochimique qui a permis d'ajouter considérablement aux renseignements disponibles sur les ressources minérales de la Malaisie. À titre de Président du Conseil mondial de l'alimentation, le ministre de l'Agriculture des Philippines est venu assister à Ottawa aux réunions du Conseil. En septembre, le Premier ministre de la Thaïlande, M. Kriangsak, et son ministre des Affaires étrangères ont également visité le Canada.

L'intérêt qu'a le Canada à assurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est a été illustré par la façon dont il a appuyé les efforts visant à trouver des solutions aux problèmes politiques et humanitaires causés par la guerre, la famine et la peste au Vietnam, au Kampuchea et au Laos. La poursuite de cet objectif a mené à une étroite consultation avec les pays de l'ANASE et est devenue un élément fort important de nos relations avec ces pays. Le Canada se propose d'accueillir 50 000 réfugiés d'ici la fin de 1980.

Nombre de ces réfugiés viennent de camps situés dans les pays de l'ANASE qui leur ont accordé le premier asile. Le Canada a également annoncé le versement de 15 millions de dollars à des organismes internationaux venant au secours des Kampuchéens qui se trouvent au Kampuchea ou en Thaïlande.

Au Conseil de sécurité des Nations Unies, le Canada a vigoureusement condamné l'invasion et l'occupation du Kampuchea par le Vietnam, puis l'invasion du Vietnam par la Chine. Au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a coparrainé une résolution présentée par les pays de l'ANASE sur la situation au Kampuchea. Cette résolution incitait les membres de l'ONU à coopérer pour la prestation de secours humanitaires et demandait la cessation des hostilités, le retrait des troupes étrangères, l'autodétermination pour le peuple du Kampuchea et d'autres mesures visant à faciliter un règlement pacifique des problèmes de ce pays.

La mise sur pied d'un programme de réunion des familles a été l'élément central de nos relations bilatérales avec le Vietnam en 1979. Des progrès ont été réalisés en vue de l'établissement du programme, et l'on s'est entendu sur des arrangements permettant à plusieurs centaines de résidents vietnamiens de venir retrouver des membres de leur famille au Canada.

En 1979, l'importance géopolitique critique de l'Asie du Sud a été soulignée par les événements survenus dans la région et les zones limitrophes, y compris l'incidence sur la région de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la réaction des pays limitrophes à la crise afghane, la réapparition d'Indira Gandhi comme le grand dirigeant politique du sous-continent, et la «renaissance islamique» qu'est venue appuyer la révolution iranienne. En outre, la politique sous-continentale relative aux questions nucléaires, et notamment à la non-prolifération, a continué de préoccuper sérieusement le Canada.

L'invasion soviétique de l'Afghanistan et l'installation dans ce pays d'un gouvernement favorable aux Soviétiques ont rendu encore plus complexe et dangereuse une situation régionale déjà perturbée. Le Canada a refusé de reconnaître le régime mis au pouvoir par les Soviétiques et suspendu son aide au développement de l'Afghanistan. L'intérêt du Canada à l'égard de l'affaire afghane s'explique non seulement par ses incidences régionales—dans le sens que les événements se produisant dans cette région ont une incidence directe sur l'Iran, le Pakistan, l'Inde et même la Chine—mais également par l'effet défavorable que l'invasion soviétique a eu sur l'ensemble des relations Est-Ouest.

La situation en Afghanistan a forcé plus d'un demi-million de personnes à se réfugier au Pakistan. Cet afflux a taxé lourdement une économie déjà affaiblie. En outre, les tensions politiques se sont accrues au Pakistan avec l'exécution, en avril, de l'ex-premier ministre Bhutto et l'annulation des élections prévues pour novembre. Dans ses contacts bilatéraux avec le Pakistan, le Canada a continué